

ARRÊTÉ N° 2013 036-0003

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SOUFFLET AGRICULTURE
Commune de NOGENT SUR SEINE (site de « Nogent Gare »)

Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 512-20 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 93-2788 du 25 août 1993 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-0098 du 11 janvier 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-0786 du 26 mars 2010 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées de la DREAL Champagne Ardenne a constaté le 23 août 2012 que la case de stockage des engrais solides ammonitrates était mitoyenne de la plateforme d'entreposage des citernes de fioul ;

CONSIDERANT qu'il y a incompatibilité (risque d'explosion) entre les engrais solides, plus particulièrement les engrais à base de nitrates d'ammonium, et les matières combustibles, notamment le fioul ;

CONSIDERANT qu'un tel stockage constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-0098 du 11 janvier 2007 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La société SOUFFLET AGRICULTURE -ci-après dénommée « l'exploitant »-, dont le siège social est situé Quai du Général Sarrail, 10400 NOGENT SUR SEINE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-0098 du 11 janvier 2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-0786 du 26 mars 2010.

Sous un délai de trois mois, l'exploitant devra justifier que le stockage de fioul ~~n'est plus situé à proximité du stockage d'engrais solides et qu'aucun~~ déversement de liquides inflammables, comme du fioul lors du remplissage des citernes, ne puisse atteindre les stockages d'engrais.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit :

- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, Direction Générale de la Prévention des Risques, bureau du contentieux, 92055 LA DEFENSE cedex,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la société SOUFFLET AGRICULTURE .

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la Mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être tenue à disposition de toute personne Intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

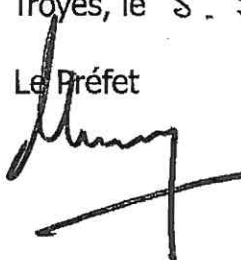
Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la Mairie à la Préfecture de l'Aube – Direction Départemental des Territoires – Secrétariat Général - Bureau Juridique.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 5. 2. 2013

Le Préfet

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Christophe BAY', with a long horizontal stroke extending to the right.

Christophe BAY

